Le Général Augustin Dubail (1851-1934), grand chancelier de la Légion d'honneur

General Augustin Dubail (1851-1934), chancellor of the Legion of Honour

General Augustin Dubail, Großkanzler der Ehrenlegion

Jean-Noël Grandhomme

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/4334>

DOI : 10.4000/alsace.4334

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 251-268

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Jean-Noël Grandhomme, « Le Général Augustin Dubail (1851-1934), grand chancelier de la Légion d'honneur », *Revue d'Alsace* [En ligne], 146 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 21 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4334> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4334>

Le Général Augustin Dubail (1851-1934), grand chancelier de la Légion d'honneur

Jean-Noël Grandhomme

251

Créé par Napoléon Bonaparte le 19 mai 1802, l'Ordre de la Légion d'honneur a compris et comprend encore de nombreux membres alsaciens à titre militaire. Sous la III^e République, les optants et leurs enfants, qui se retrouvent par milliers dans l'armée et la marine, les Bourgeois, Hirschauer, Fetter, Herr, Vix, parmi tant d'autres, sont les dignes héritiers des Kellermann, Rapp et Lefebvre de l'Empire.

Né pour sa part dans le seul arrondissement du Haut-Rhin resté en majorité français en 1871, Dubail n'a pas eu à opter. Alsacien, il n'en est pas moins désireux de récupérer les « Provinces perdues ». Toute sa vie militaire est tournée vers cela ; il ne sert pas outre-mer, en dehors de l'Algérie. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la France en août 1914 lui en donne l'occasion, mais elle est manquée. Pourtant, appelé par la suite au commandement d'un groupe d'armées, il s'enlise dans la guerre de positions et fait, pour finir, l'objet d'un « limogeage » avec les formes. Ses amis politiques lui ménagent deux portes de sortie successives prestigieuses : gouverneur militaire de Paris, puis grand chancelier de la Légion d'honneur. En quinze ans d'administration et de représentation, il s'implique beaucoup dans la politique commémorative – à l'occasion de la visite d'hôtes étrangers de marque, des obsèques des principaux personnages de l'armée et de l'État, des inaugurations de monuments, et des cérémonies extrêmement nombreuses en cette période de rappel perpétuel des deuils engendrés par l'immense hécatombe.

L'ascension rapide d'un républicain éprouvé

Fils d'un marchand de vin en gros, Augustin Yvon Edmond Dubail¹, né à Belfort le 15 avril 1851, entre à l'école de Saint-Cyr en octobre 1868. Classé 7^e sur 275 élèves aux examens de sortie de la promotion « de Suez » — avec des études écourtées par la déclaration de guerre de Napoléon III à la Prusse le 19 juillet 1870 —, il est affecté comme sous-lieutenant au 10^e bataillon de chasseurs à pied de Strasbourg, qu'il rejoint le 23 à Saint-Avold. Cerné par un parti de uhlans à Spicheren le 6 août, il se dégage avec quelques camarades, révolver au poing ; mais il est fait prisonnier au moment de la capitulation de Metz, le 28 octobre, et interné à Schleswig jusqu'en avril 1871. De retour de captivité, il participe aux combats contre la Commune de Paris. Promu capitaine en novembre 1878, il obtient son brevet de l'école militaire supérieure en décembre et il est affecté en juin 1879 à la direction de l'infanterie au ministère de la Guerre. Professeur de géographie à Saint-Cyr en 1880, il est réservé et modeste, s'exprime avec aisance et possède un réel ascendant sur ses élèves. En février 1883, il devient officier d'ordonnance du ministre de la Guerre, le très républicain général Thibaudin ; puis, en janvier 1886, du général Boulanger. Pendant plus d'un an, il vit dans l'ombre de celui qui, quelque temps plus tard, fait trembler le régime. La démission, en mai 1887,

252

1. La source principale de cette étude est le dossier personnel de Dubail, conservé au Service historique de la Défense, au Château de Vincennes, 9 Yd 476. — Les références de presse sont regroupées ci-dessous afin d'éviter de trop fréquents appels de note : *La France militaire*, 9 janvier 1934. — *Le Temps*, 3 décembre 1904, 4 juin 1905, 9 août 1909, 1^{er}, 15 juillet, 19 novembre 1911, 25 juillet, 23 août, 14, 17, 23 septembre, 3, 10 octobre 1912, 9 mars 1914, 25 avril, 16 juin, 3 novembre, 30 décembre 1918, 21 janvier, 24 février, 29 juin, 15/16 juillet, 22 septembre, 29 octobre, 3 novembre 1919, 18 février, 20, 26 mars, 10, 12 novembre 1920, 29 janvier, 24 février, 5, 6 mai, 5, 14 juillet, 20 octobre, 1^{er} novembre, 25 décembre 1921, 25 mars, 4, 25 mai, 11 septembre, 21 décembre 1922, 26 janvier, 3-4 avril, 14 juillet, 12, 17 octobre, 1^{er} novembre, 16 décembre 1923, 20 janvier, 22 mars, 15/16 juillet, 7 octobre 1924, 23 janvier, 23 octobre 1925, 15/16 juillet 1926, 24 mars, 15/16 juillet 1927, 31 août 1928, 22, 29 mars, 5 avril 1929, 15/16 juillet, 5 octobre 1930, 8 janvier, 1^{er} février, 15 mai, 8 juin 1931, 8 janvier, 19 février 1932, 7-11, 29 janvier et 10 septembre 1934. — *Le Journal*, 25 janvier 1918. — *Le Figaro*, 26 mars 1925, 5 août 1927 et 15 novembre 1932. Il n'existe aucune biographie de Dubail, seulement quelques notices : Claude FRANC, *Parcours d'exception. Les généraux français de la Grande Guerre*, Antony, 2014, p. 80-83. — André LARGER, *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, fasc. 8, p. 701-702. — *Idem*, *Dictionnaire biographique du territoire de Belfort*, t. 1, 2001, p. 191-192. — Lieutenant-colonel ROUSSET, *Les Grands chefs de l'armée française*, Paris, 1923, p. 107-108.

du ministère Goblet, entraîne le retour de Dubail en corps de troupe. Après des débuts hésitants, il se montre bon commandant de compagnie. Homme de bureau et de salles de cours², Dubail n'a jusqu'alors que très peu côtoyé les casernes et les soldats.

Successivement chef d'état-major du gouverneur d'Épinal, en janvier 1891 ; puis de la division des Vosges (41^e) à Remiremont en avril 1892, il sert sur la frontière avec l'Alsace allemande. Chef d'état-major de la division d'Alger en mars 1896, il est victime d'une grave chute de cheval. Amputé à hauteur de la cheville, il reprend cependant très rapidement du service et, écrit le général Pedoya, commandant de la division, « il marche, monte à cheval, sans que personne ne puisse se douter de l'opération qu'il a subie ». Au-delà de sa connaissance des règlements, il développe son sens du terrain et de la manœuvre. Colonel en octobre 1901, il prend le commandement du 1^{er} zouaves, toujours à Alger. « Fanatique du métier », « très sévère pour lui-même comme pour les autres », il est aussi un chef soucieux de l'éducation morale de ses soldats, « prévoyant, avisé et expérimenté » – comme il le démontre lors d'une épidémie de fièvre en 1903. À cette époque, et bien que républicain, il fait curieusement l'objet d'une fiche maçonnique défavorable, établie par Georges Dupuy, avoué à Alger, vénérable de la loge *Bélisaire*.

2. Dubail est l'auteur de nombreuses publications à caractère géographique, historique ou concernant l'instruction militaire : *Atlas classique de géographie universelle*, Paris, s.d. – *Cartes-croquis de géographie militaire, avec un exposé sommaire des principales campagnes depuis Louis XIV jusqu'à nos jours*, Paris, 1875 (en coll. avec M. GUÈZE). – *Géographie de l'Alsace-Lorraine, avant et depuis 1870*, Paris, 1877 (est parue dès l'année précédente in Jules VÉRNE, *Géographie illustrée de la France et de ses colonies, précédée d'une étude sur la géographie générale de la France par Théophile Lavallée*. Nouvelle édition entièrement revue, textes et cartes, et donnant l'état comparatif de l'Alsace-Lorraine avant et depuis 1870, travail absolument inédit par M. Dubail, Paris, 1876). – *Précis d'histoire militaire : Turenne. Condé et Berwick. Frédéric II. République et Consulat. Premier Empire. Années contemporaines (jusqu'au 2 septembre 1870)*, Paris, 1879, 2 vol. – *Nouvelle méthode pratique pour l'enseignement de la géographie. Enseignement primaire*, Paris. I. *Cours élémentaire*, 2^e éd. 1880, 3^e éd. 1888. II. *Cours moyen*, France, 1885. III. *Cours supérieur. Les cinq parties du monde, précédées de notions de géologie et de la géographie de la France*, 1888. – *Atlas de l'Europe militaire*, Paris, 1880. – *Cours classique de géographie*, Paris, 1882. – Adolphe de CHESNEL, *Dictionnaire encyclopédique des armées de terre et de mer, bibliothèque du soldat et du marin*, Paris, 1882, 2 vol., 6^e éd. contenant un supplément par Dubail. – *Quelques idées sur la poudre sans fumée et la tactique*, Paris, 1890. – *Éducation militaire, traité méthodique*, Paris, 1892, 6^e éd. 1912. – *Le Livre de l'officier. Conseil et méthode pour l'éducation et l'instruction militaires*, Paris, 1892.

Général de brigade en décembre 1904, il se voit confier le commandement de la 53^e brigade à Grenoble ; puis, en avril 1905, celui de la 5^e à Saint-Denis, ce qui le rapproche des cercles du pouvoir. En juin il est invité au déjeuner offert à l'Élysée en l'honneur du roi d'Espagne Alphonse XIII. Le 1^{er} août, il devient chef de cabinet du ministre de la Guerre, le radical Maurice Berteaux, qui a succédé en novembre 1904 au général André, obligé de démissionner à la suite du scandale des Fiches³. Berteaux montre par le choix de Dubail, franc-maçon comme lui, qu'il le considère comme un homme sûr malgré ses fonctions passées auprès de Boulanger. Quand, le 12 novembre 1905, il est remplacé par Eugène Étienne, Dubail quitte lui aussi le ministère, pour le commandement de la 14^e brigade à Paris. À la tête de l'école de Saint-Cyr de septembre 1906 à décembre 1908, il obtient ensuite le commandement de la 14^e division, dans sa ville natale, où il passe général de division. Le 14 juillet 1910, il a les honneurs du grand quotidien *Le Temps* : « À Belfort, une foule considérable, dans laquelle on remarquait de nombreux Alsaciens, a assisté à la revue passée au Champ de Mars par le général Dubail, commandant d'armes, et a applaudi frénétiquement le défilé. »

Le 5 mars 1911, Dubail est appelé au cabinet du ministre de la Guerre du gouvernement Monis, qui n'est autre que Berteaux. Le 21 mai, de bon matin, il l'accompagne sur le terrain d'aviation d'Issy-les-Moulineaux, pour le départ de la course Paris-Madrid. Soudain un avion s'écrase sur la piste et son hélice sectionne le bras droit de Berteaux, qui meurt d'une hémorragie. Le 30 mai, Dubail devient chef d'état-major général de l'armée. À peine installé, il entre en conflit avec le général Michel, vice-président du conseil supérieur de la Guerre, qui émet des réserves sur la doctrine de l'offensive à outrance du lieutenant-colonel de Grandmaison, dont Dubail se montre un ardent partisan. Lorsqu'Adolphe Messimy – un proche de Berteaux – prend le portefeuille de la Guerre dans le cabinet Caillaux, le 27 juin, Michel est écarté et Dubail entre, le 28 juillet, au conseil supérieur de la Guerre, où il plaide pour un renforcement de l'artillerie lourde. En janvier 1912, il prend le commandement du 9^e corps à Tours.

3. André se fondait, pour décider de la rapidité de leur avancement, sur les opinions religieuses et politiques des officiers, qui lui étaient connues grâce à des enquêtes occultes des loges maçonniques.

Un parcours mitigé pendant la Grande Guerre

Dubail est mis le 2 août 1914 à la tête de la 1^{re} armée – qui occupe l'aile droite du dispositif général des armées françaises, de la frontière suisse à la Lorraine –, forte de six corps, les 7^e (Bonneau), 8^e (Castelli), 13^e (Alix), 14^e (Pouradier-Duteil) et 21^e (Legrand-Girarde), de deux divisions de cavalerie (6^e – Le Villain et 8^e – Aubier) et d'un régiment d'artillerie lourde. Le 8 août, la 14^e division s'empare de Mulhouse, mais doit l'évacuer le 9 au soir. Dans la vallée de la Bruche et en Lorraine annexée, la 1^{re} armée avance jusqu'à Grendelbruch et Sarrebourg, avec pour objectif Strasbourg ; mais la sanglante bataille de Sarrebourg, le 20 août, marque un coup d'arrêt à sa progression. Ayant réussi à se rétablir sur la Mortagne, Dubail reprend Saint-Dié et participe aux batailles de Flirey (Meurthe-et-Moselle) et du saillant de Saint-Mihiel (Meuse), où le front se stabilise⁴.

255

Le 6 janvier 1915, Joffre le nomme au commandement du groupe provisoire de l'Est, qui devient le 13 juin le groupe d'armées de l'Est (GAE), composé des 1^{re} (Roques) et 3^e (Sarrail) armées, du 2^e groupe de divisions de réserve (Joppé) et du détachement d'armée des Vosges (Putz), soit plus de six cent mille hommes, qui se battent en Argonne, à Vauquois, au Hartmannswillerkopf, au Linge et au Bois le Prêtre, dans de meurtrières et stériles « actions locales » – même si Dubail s'efforce d'améliorer la protection et la vie quotidienne des combattants. Au moment de l'offensive allemande sur Verdun, il apparaît hors d'état de réagir efficacement : Pétain et Nivelle lui sont préférés. Le 27 mars, il est averti par le général Roques, devenu ministre de la Guerre, qu'en raison d'un projet de loi sur le rajeunissement des cadres, il va être relevé et nommé gouverneur militaire de Paris, en remplacement du général Maunoury, rendu aveugle par une blessure. Mécontent, mais discipliné, Dubail est chargé du maintien de l'ordre dans la capitale, notamment au cours de « l'année trouble » 1917, et de la protection des habitants

4. Voir Joseph ELMERICH, *Août 1914. La Bataille de Sarrebourg*, Sarrebourg, 1993. – Pierre MASCARET, « Les Opérations des 1^{re} et 2^e armées françaises les 19 et 20 août 1914 », in René CHRISTIAN-FROGÉ et al., *La Grande Guerre vécue, racontée, illustrée par les combattants*, Strasbourg-Paris, 1922, vol. 1, p 33-41. – Jean NOUZILLE, Raymond OBERLÉ, Francis RAPP, *Batailles d'Alsace, 1914-1918*, Besançon, 1989.

face aux bombardements. Au printemps de 1918, au moment des grandes offensives allemandes, le camp retranché de Paris reprend toute son importance, comme en 1914.

Les fonctions de Dubail comprennent aussi une grande part de représentation. Dans ce cadre, il commet l'imprudence de déjeuner chez le député pacifiste de l'Aube Paul Meunier. Aussi Clemenceau le relève-t-il de son commandement le 14 juin 1918 après un incident à Saint-Ouen impliquant des tirailleurs annamites. Général très « politique », Dubail est rattrapé par les haines de clans qu'il a lui-même utilisées au cours de sa carrière.

256

Un grand chancelier réformateur

Alors que le général Guillaumat, ancien commandant des armées alliées en Orient, le remplace, ses relais au Parlement réussissent à lui assurer une « retraite dorée » prestigieuse, puisqu'il est aussitôt nommé grand chancelier de la Légion d'honneur⁵. Dubail administre l'Ordre et préside son conseil. En contact direct avec le président de la République, grand maître, il lui présente les projets de budget et le compte annuel des finances, les rapports, les projets de décrets, ceux portant nomination et promotion, ceux autorisant ou refusant le port de décorations étrangères,

5. Dubail est lui-même titulaire de nombreuses décorations – françaises : Légion d'honneur (chevalier, 24 juin 1886 – officier, 11 juillet 1900 – commandeur, 30 décembre 1905 – grand officier, 30 décembre 1911 – grand-croix, 18 septembre 1914). – Médaille de la guerre de 1870-1871. – Officier d'académie (12 juillet 1880). – Officier de l'Instruction publique (13 juillet 1889). – Médaille militaire (8 octobre 1915). – Croix de guerre avec deux palmes. – coloniales : *Indochine* : Officier du Cambodge (1^{er} janvier 1887). – *Maroc* : Grand-croix du Mérite militaire hafidien (10 octobre 1911). – *Tunisie* : Commandeur du Nicham Iftikhar (11 mars 1901). – étrangères : *Belgique* : Croix de guerre (autorisation du 22 novembre 1918). – *Bulgarie* : Grand-croix d'officier *Pour service militaire* (25 novembre 1905). – *Espagne* : Grand-Croix du Mérite militaire (17 janvier 1906). – *États-Unis* : Médaille du Service distingué (brevet du 16 mars 1927). – *Grande-Bretagne* : Chevalier grand-croix de Saint Michel et Saint Georges (brevet du 6 juin 1918). – *Japon* : Grand cordon du Soleil levant. – *Monténégro* : 1^{re} classe (grand-croix) du prince Danilo (brevet du 17 octobre 1917). – *Roumanie* : Grand-croix de la Couronne (27 mai 1909). – *Russie* : 1^{re} classe de Saint Stanislas (brevet du 24 août 1909). – Ordre de l'Aigle blanc (brevet du 6 mars 1912). – *Serbie* : Ordre de Saint-Sava (brevet du 15 octobre 1908). – 1^{re} classe de l'Aigle blanc (brevet du 23 juin 1928). – *Suède* : 2^e classe (commandeur) de l'Épée (10 septembre 1902).

ceux relatifs à la discipline et aux élèves des maisons d'éducation de la Légion d'honneur⁶ ; il est en outre dépositaire du grand sceau. Le 18 février 1920 il remet à l'Élysée les insignes de grand-croix au nouveau président, Paul Deschanel ; puis à Alexandre Millerand le 23 septembre 1920, Gaston Doumergue le 13 juin 1924, Paul Doumer le 13 juin 1931 et enfin Albert Lebrun le 10 mai 1932.

L'attribution de décorations à titre posthume constitue l'une des principales nouveautés débattues au moment de sa prise de fonctions. Le 10 août 1918, il est reçu par Raymond Poincaré alors que le conseil de l'Ordre vient de se prononcer négativement sur cette question. « Il y a eu cependant des exceptions, notamment pour les fils de Doumer » – alors sénateur, qui a perdu quatre fils et un gendre –, fait remarquer le président, qui précise que « Napoléon lui-même a décoré des morts⁷ ». « S'il y a lieu de récompenser des actes de dévouement accomplis par des personnes n'appartenant pas à l'armée durant la période de la guerre antérieure au 1^{er} octobre 1918, stipule finalement un décret du 4 décembre suivant, ces personnes peuvent être nommées dans la Légion d'honneur après leur décès, à la condition que leur conduite ait fait l'objet d'une citation individuelle émanant du gouvernement et insérée au *Journal officiel* avant le 1^{er} juin 1919⁸. » Ce décret est complété par celui du 30 août suivant qui en précise les ayants droit.

D'autres évolutions surviennent au cours du mandat de Dubail. Le décret du 31 août 1918 porte extension aux infirmières des dispositions du décret 20 novembre 1915 (dispense du paiement des droits de chancellerie pour obtention de décorations alliées). Le 16 août 1920, une loi autorise les nominations et promotions pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil pendant le conflit, notamment au cours de l'occupation par l'ennemi des régions envahies. Toutes les attributions faites au cours de la guerre – c'est-à-dire jusqu'au 23 octobre 1919, date officielle de la fin de la campagne – sont ratifiées par une loi du 26 février 1921 (*premier tableau spécial*). Un *deuxième tableau spécial* est ouvert par la loi du 15 juin 1920 et les attributions proposées par les commissions Fayolle pour la Guerre et Lacaze pour la Marine sont ensuite

6. Voir Rebecca ROGERS, *Les Demoiselles de la Légion d'honneur*, Paris, 2005.

7. Raymond POINCARÉ, *Au Service de la France*, Paris, t. 10 : *Victoire et Armistice*, 1933, p. 302-303.

8. Tous ces décrets sont consultables dans le *Journal officiel*.

ratifiées par la loi du 30 mai 1923. La même loi concerne également les attributions faites, au titre du décret du 23 mai 1920, en faveur des militaires de l'armée d'Orient.

Le 13 juillet 1923, la loi sur les récompenses nationales prévoit que la croix de la Légion d'honneur et la médaille militaire ne donneront plus lieu à remplacement lors du décès de leur titulaire. En conséquence, la répartition semestrielle de ces décorations entre les ministères et la grande chancellerie, fixée par la loi du 26 juillet 1912, est supprimée. D'autres textes sont votés au début des années trente. Celui du 6 avril 1930 crée un contingent de croix pour récompenser les anciens combattants volontaires de l'armée de terre. Ceux du 24 avril 1930, du 2 avril et du 29 décembre 1931 créent un contingent de croix, l'une à l'occasion du centenaire de l'Algérie française et les deux autres en faveur des combattants volontaires de l'aéronautique et de la marine ; celui du 31 juillet 1931 à l'occasion du cinquantenaire du protectorat sur la Tunisie. Enfin, celui du 2 janvier 1932 tend à promouvoir dans la Légion d'honneur « les mutilés de 100 % à titre définitif [...], qui auront obtenu la médaille militaire ou auront été nommés dans la Légion d'honneur en raison de leurs blessures ».

258

La modernisation de l'Ordre

Dubail s'attache aussi à améliorer le fonctionnement de l'Ordre et de ses œuvres. Le 1^{er} décembre 1920, un décret réorganise l'enseignement dans les trois maisons d'éducation pour jeunes filles de Saint-Denis, Écouen et des Loges, en le mettant en conformité avec celui dispensé dans les autres établissements publics et en en développant les aspects pratiques afin d'assurer des débouchés professionnels aux élèves. Le 24 septembre 1921, il crée la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur, notamment chargée de secourir ceux dans le besoin et d'offrir des aides aux familles des morts⁹. En 1929, la Société organise sa première colonie de vacances. Elle s'est alors déjà dotée d'une caisse de retraite – en 1925 – et a ouvert au château du Val, près de Saint-Germain-en-Laye, une maison de retraite, inaugurée le 8 octobre 1927 par Doumergue. Enfin,

9. Voir la brochure : *Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur. Reconnue d'utilité publique (décret du 27 mars 1922). Notice*, Paris, 1922.

toujours sur l'initiative de Dubail, le médecin général Polin, membre du conseil de l'Ordre, organise en 1930 à la clinique médico-chirurgicale de la rue Antoine-Chatin un service « capable d'assurer, en cas de maladie, et dans des conditions privilégiées, les soins nécessaires aux sociétaires et à leurs familles », qui doit ensuite être imité en province. La même année Dubail annonce la création d'un véritable hôpital pour les légionnaires.

Comme cela avait déjà été le cas pour la reconstruction du palais de la Légion d'honneur, incendié par les communards en mai 1871, c'est sur leurs propres deniers – et avec l'aide de mécènes, dont surtout le juriste américain William Nelson Cromwell – que les légionnaires financent l'édification, en 1923-1924, d'un musée. « Dubail, précise Monelle Hayot, résume ainsi son projet, le 1^{er} juillet 1920 : “Tout en matérialisant l'histoire de notre Ordre national, tout en conservant, pour les transmettre à la postérité, les documents et pièces historiques relatifs à la Légion d'honneur, le musée serait un lieu de pèlerinage où tous les légionnaires de toutes les nations de l'Entente viendraient devant les vestiges d'un passé magnifique, resserrer, s'il est possible, les liens d'une amitié née de la lutte héroïque soutenue en commun pour le Droit et l'Humanité¹⁰”. » Le pavillon est inauguré par Doumergue le 25 mars 1925, en présence de nombreuses personnalités, dont les maréchaux Foch, Pétain, Fayolle et Franchet d'Espèrey. « Dans la rotonde d'entrée décorée de stucs de G. Guyet, écrit Anne de Chefdebien, le dallage reprenait à l'identique un dessin de l'architecte Peyre conçu pour la restauration du palais en 1804. De part et d'autre se déployaient [...] deux salons, l'un consacré aux ordres royaux français, l'autre à l'histoire de la Légion d'honneur et de l'Empire. [...] Une salle américaine rendait hommage à la fraternité d'armes franco-américaine. Enfin, sur un demi-étage, une salle “moderne” réunissait des souvenirs de la Grande Guerre [...]. Le musée se voulait, selon les directives du grand chancelier, un temple de la gloire. Afin de mettre en exergue cet aspect commémoratif fut mis en place dans le vestibule du musée, le 18 décembre 1925, un monument aux légionnaires français et étrangers morts pendant la Guerre, commandé au sculpteur Henri Bouchard¹¹. » Les collections sont

10. Joëlle BARREAU, Anne CHEFDEBIEN, Jacques FOUCART, Jean-Pierre SAMOYVAULT, *L'Hôtel de Salm, palais de la Légion d'honneur*, Saint-Rémy-en-l'Eau, 2009, p. 106.

11. *Ibid.*, p. 318-319.

ensuite enrichies par des dons, notamment ceux du mécène David David-Weill, en 1935. En 1929 est publié pour la première fois l'*Annuaire officiel de la Légion d'honneur*.

Un des principaux personnages de la « République commémorative »

260

Prenant très à cœur ses fonctions de grand chancelier, « personnage qui a le pas sur tous les autres généraux », Dubail continue à se préoccuper des égards et même des réparations qu'il estime lui être dus. En octobre 1918, il demande à Georges Clemenceau l'autorisation de porter la plume blanche et le galon d'argent comme marque extérieure de sa fonction. Tout en lui faisant remarquer que « les insignes en question sont afférents à un commandement et ne sont en rien la marque extérieure d'un rang dans la hiérarchie », le ministre de la Guerre les lui accorde le 15 novembre.

Le temps des règlements de comptes n'est pourtant pas achevé. En 1920, la publication de ses Souvenirs de guerre¹² entraîne, en effet, Dubail dans une violente controverse de presse avec le général de Castelnau, ancien commandant de la 2^e armée en août 1914 — qui est par ailleurs, ce n'est sans doute pas un hasard, son adversaire dans le domaine politique et religieux. Le 6 juillet 1924, apprenant qu'un projet de loi va être déposé afin de rappeler au service actif le général Sarrail, il adresse en vain au général Nollet, ministre de la Guerre, une requête précisant que son propre rappel ne coûterait rien au budget de l'État.

Les fonctions de représentation de Dubail se déclinent comme suit :

Honorer les morts de la guerre

Dans une France où tout le monde a perdu un être cher, les hommages se succèdent sans discontinuer. Le 1^{er} novembre 1918, Dubail accompagne ainsi Poincaré à la cérémonie organisée au Panthéon par la

12. Dubail publie deux ouvrages après la guerre : *La Guerre racontée par nos généraux*, Paris, 1920. I. *De Liège à Verdun*. II. *De la Somme au Rhin* (en collaboration avec le maréchal FAYOLLE) et *Quatre années de commandement, 1914-1918 (1^{re} armée — groupe d'armées de l'Est — armées de Paris)*. *Journal de campagne*, Paris, 1920-1921, 3 vol.

Ville de Paris à la mémoire des morts de la guerre. « Elle a été d'une émouvante simplicité, dit *Le Temps*. Le président de la République avait lui-même tenu à ce qu'il n'y eut pas de discours. "Nous ne prononcerons jamais, avait-il dit au président du conseil municipal [Emmanuel Évain], d'aussi belles paroles que celles que nous adressent les morts. » Le 2 novembre, Dubail est également convié à la cérémonie organisée à la Sorbonne par l'Union des pères et des mères dont les fils sont tombés pour la patrie.

Le 23 février 1919, il assiste au Trocadéro à l'anniversaire de la bataille de Verdun. Président d'honneur de l'association des combattants de la Grande Guerre, il évoque, dans une vaste synthèse, l'histoire de la défense de la ville. « Que voulaient les Allemands? s'écrie-t-il. Ouvrir la route de Paris. La prise de Verdun leur apparaît, à elle seule, comme un objectif valant tous les sacrifices. C'est que, pour la France, pour le monde entier, le nom de Verdun est un symbole, et nos ennemis évaluent d'avance à l'égal d'un désastre l'impression que la chute de la place doit produire sur le moral des alliés et des neutres. [...] Et c'est ainsi que se déclenche cette ruée formidable de la fin de février 1916 dans laquelle va s'user toute l'armée allemande et qui est, de l'aveu même de nos ennemis, l'une des causes profondes de la défaite finale. »

Le 24 mars 1919, Dubail est présent à l'inauguration du monument, œuvre de l'artiste d'origine alsacienne Émile Artus Boeswillwald, élevé à la mémoire des professeurs, élèves, anciens élèves et agents du personnel du lycée *Louis-le-Grand* morts à la guerre. Le 11 septembre 1922, il est à Meaux pour le huitième anniversaire de la victoire de la Marne. « L'œuvre commencée, au mois de septembre 1914, sur les rives de la Marne, n'est pas encore achevée ! », avertit à cette occasion Poincaré, dans un discours où il enjoint au vaincu de payer les réparations. Le 22 octobre 1925 Dubail est convié à la remise solennelle par Paul Painlevé, président du Conseil, ministre de la Guerre – un de ses adversaires dans son propre camp –, de la croix de guerre à l'École centrale des arts et manufactures. Le 15 décembre 1923, il assiste à l'inauguration par les présidents de la République et du Conseil, Millerand et Poincaré, du monument élevé à la mémoire des anciens élèves de l'école nationale supérieure des Beaux-Arts « tombés au champ d'honneur pour le salut de la patrie ». Dubail accorde aussi son haut patronage au comité du monument « aux morts de l'artillerie de tranchée », dit « des Crapouillots », inauguré le 24 septembre 1933 en sa présence au moulin de Laffaux (Aisne).

Célébrer les vainqueurs

Le 8 décembre 1918, Dubail est le témoin de la remise par Poincaré de son bâton de maréchal à Pétain sur l'Esplanade de Metz. Le lendemain, Strasbourg lui fait un accueil triomphal, ainsi qu'à des centaines de personnalités françaises et alliées ; puis c'est Colmar et Mulhouse le 10. Le 28 juin 1919, il est convié à la signature du traité de paix au château de Versailles ; puis, le 14 juillet, au défilé de la Victoire sur les Champs-Élysées ; et le 22 décembre au dîner offert par l'Union des grandes Associations françaises à Edmond Chaix, directeur général de l'Office central de l'expansion nationale, qui vient d'être créé. « Il s'agit d'organiser la victoire, proclame à cette occasion Paul Deschanel, président de la Chambre des députés. Il s'agit de maintenir notre influence dans le monde à la hauteur du courage de nos héros et des sacrifices de la nation. »

L'hommage aux grands hommes

Dubail est amené à saluer au seuil du tombeau ceux qui ont servi la France — et non pas uniquement l'épée à la main —, tous titulaires de la Légion d'honneur. Le 24 décembre 1921, il tient ainsi l'un des cordons du poêle lors des funérailles à la Madeleine du compositeur Camille Saint-Saëns (grand-croix). Le 22 janvier 1925, il assiste, à Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, aux obsèques du général Lanrezac, ancien commandant de la 5^e armée, le « vainqueur de Guise » en août 1914 ; et, le 30 août 1928, à celles, à Saint-Louis des Invalides, de Fayolle, premier maréchal de France mort depuis l'Armistice — Maunoury n'ayant été élevé à cette dignité qu'à titre posthume. Le 28 mars 1929, il tient l'un des cordons du poêle, lors des obsèques nationales, civiles, aux Invalides, de Sarraïl.

Le 20 mars 1929, dès la nouvelle de la mort de Foch connue, il va présenter ses condoléances à la maréchale. Le 7 janvier 1931, il assiste aux obsèques nationales de Joffre à Notre-Dame. Le 7 juin, il est invité à la grandiose cérémonie de l'inhumation officielle aux Invalides des restes des généraux et amiraux ayant commandé en chef pendant la guerre, pour la plupart grand-croix de la Légion d'honneur. « Les héros que nous honorons aujourd'hui, déclare à cette occasion le ministre de la Guerre, André Maginot, vont rejoindre les grands morts des siècles révolus. Ils sont entrés déjà dans la phalange sacrée de ceux qui ont été, au cours des âges, les artisans de la grandeur et de la continuité françaises. » Le

7 janvier 1932, avec notamment Pétain, Franchet d'Espèrey et Weygand, Dubail assiste à Saint-Louis des Invalides aux obsèques du général Pau, président de la Croix-Rouge française, mutilé à Reichshoffen en août 1870 et ancien commandant de l'armée d'Alsace — qui avait, un moment, repris Mulhouse en août 1914. Comme lui-même, Pau était un véritable trait d'union entre les combattants des deux guerres.

Entretenir l'amitié avec les Alliés

Dans l'optique de se garantir contre la renaissance du danger allemand, la France cultive ses alliances. De nombreux militaires et dirigeants des nations alliées reçoivent la Légion d'honneur. Le 20 janvier 1919, en pleine *wilsonmania*, Dubail est invité au grand dîner offert en l'honneur du président des États-Unis par Antonin Dubost, président du Sénat. Le 19 octobre 1921, il assiste à la réception à l'Hôtel de Ville du général Pershing, ancien commandant du corps expéditionnaire américain ; le 16 octobre 1922, à celle du président de la République tchécoslovaque Tomáš G. Masaryk ; et le 13 juillet 1923, à celle du bey de Tunis, Habib. Le 20 décembre 1922, il se rend au service funèbre célébré à l'église polonaise pour le repos de l'âme de Gabriel Narutowicz, premier président de la République de Pologne, assassiné à Varsovie le 16.

Un des acteurs incontournables des fastes de la République

Le 11 novembre 1920, Dubail accueille au Panthéon, à l'occasion du cinquantenaire de la proclamation de la III^e République, le cœur de Gambetta, ainsi que le cercueil du Soldat inconnu. Dans l'après-midi, sur la façade de l'Hôtel de Ville, est inscrite cette inscription commémorative : *En ce lieu, le 4 septembre 1870, le peuple de Paris a proclamé la République*. Le 28 janvier 1921, Dubail assiste au transfert du Soldat inconnu dans son caveau définitif, sous l'Arc de Triomphe. Ce citoyen anonyme, héros de la Grande Guerre, clôt ainsi un chapitre du roman national, et les références aux grands personnages qui l'ont précédé ne font que rehausser la qualité de son sacrifice. Le 4 mai, Dubail assiste à la messe de *Requiem* célébrée à Notre-Dame par le cardinal Dubois, archevêque de Paris, à l'occasion du centenaire de la mort de Napoléon. Et, quand, pour la première fois, le 8 mai, l'anniversaire de la délivrance d'Orléans est officiellement commémoré, il se rend à la cérémonie, devant la statue de la nouvelle sainte, Jeanne d'Arc, place de Rivoli.

Le 14 juillet 1926, il assiste aux côtés de Doumergue à la revue des troupes et au défilé sur les Champs-Élysées, en présence – afin de fêter dignement l'issue victorieuse de la guerre du Rif – du dictateur espagnol, le général Primo de Rivera, et du sultan du Maroc, Moulay Youssef. La revue du 14 juillet 1927 se déroule sans incident bien que, le matin encore, *L'Humanité*, organe officiel des communistes, a engagé les soldats à manifester contre un exercice, où ils joueront, disait-il, « le rôle des figurants dans les music-halls ». Celle du 14 juillet 1930 est placée sous le signe du centenaire de la prise d'Alger.

264

Un témoin privilégié des émotions de la nation

Dubail exprime aussi la sollicitude de l'État envers les proches des victimes lors des drames qui émeuvent le pays, comme lorsqu'il assiste, le 19 janvier 1924, à Saint-Louis des Invalides, à un service solennel célébré, sur l'initiative du Souvenir français, à la mémoire du commandant – le lieutenant de vaisseau du Plessis de Grenédan – et des quarante-trois membres d'équipage du dirigeable *Dixmude*, qui s'est abîmé en mer entre la Sicile et la Tunisie dans la nuit du 21 au 22 décembre 1923.

Celui qui a incarné si souvent les deuils collectifs reçoit à son tour une blessure intime. S'il ne perd pas comme Foch, Castelnau, Pouydraguin et tant d'autres généraux, un ou plusieurs fils à la guerre, il a la douleur de conduire à sa dernière demeure, en novembre 1932, après une cérémonie en la basilique Sainte-Clotilde, sa fille, M^{me} Sulpis-Dubail, présidente de l'association des anciennes élèves des maisons d'éducation, chevalier de la Légion d'honneur.

Dubail meurt à son tour le 7 janvier 1934, en pleine nuit, dans le palais de la Légion d'honneur. Ses obsèques sont célébrées le 10 à Saint-Louis des Invalides par le cardinal Verdier, en présence du président du Conseil, Camille Chautemps, du ministre de la Guerre, Édouard Daladier, de Pétain, du général Frère, commandant de Saint-Cyr, et du vice-amiral Le Bris, président de la Société d'entraide. Les cordons du poêle sont notamment tenus par les généraux Weygand, Debeney et Boichut. À l'issue de la cérémonie religieuse, un discours est prononcé par Eugène Raynaldy, garde des Sceaux : « Le gouvernement de la République, dit-il, s'incline respectueusement devant la dépouille mortelle de celui qui fut un vaillant soldat et, à l'heure du danger, se révéla un grand chef. » Après avoir rappelé son action pendant la Grande Guerre – sans évoquer

ses aspects controversés —, le ministre poursuit : « Comme gouverneur de Paris, il complète la défense de la grande ville et en fait un immense bastion retranché. Comme grand chancelier de la Légion d'honneur, il s'efforce de perpétuer nos gloires nationales en créant le musée de la Légion d'honneur ; il s'efforce aussi de panser les blessures laissées par la guerre et se penche, avec une touchante affection, sur les filles des légionnaires. » Le cercueil est ensuite conduit à la grille pour les honneurs militaires, avant l'inhumation au cimetière Montparnasse.

Dubail est donc une figure incontournable du Paris des années qui suivent l'Armistice et l'un des acteurs essentiels de la politique mémorielle de la République, cette forme de gouvernement déjà solide depuis les années 1880, mais qui a été définitivement enracinée dans le pays par la Grande Guerre. L'Union sacrée a en effet mis sous le boisseau — partiellement et provisoirement, certes — les querelles d'avant-guerre : monarchistes, catholiques, et même socialistes ont versé abondamment leur sang pour le régime jusque-là honni, parce qu'il incarnait à ce moment-là toutes les « familles spirituelles » de la France. Cette mutation est valable dans les deux sens : au musée de la Légion d'honneur est mise en avant la continuité avec l'Ancien Régime et, bien évidemment les mânes de l'Empereur sont les hôtes permanents des lieux. De même, Dubail le franc-maçon et l'anticléric, assiste à un nombre incalculable d'offices religieux.

Dubail a indéniablement gagné ses galons aussi bien sur le terrain que dans le secret des loges maçonniques et des réunions du parti radical, mais si sa carrière militaire a donné matière à polémiques, son passage à la grande chancellerie de la Légion d'honneur n'a pratiquement suscité que des éloges — alors que le général, puis maréchal, Fayolle et le vice-amiral Lacaze, à la tête des commissions d'attribution des décorations, essayaient inévitablement des critiques.

L'« homme de la frontière¹³ » qui a vu l'Alsace amputée de sa partie méridionale francophone, l'ancien combattant de « l'année terrible », un des aînés de cette génération de la Revanche, a cru réaliser son rêve en août 1914, mais ce fut à d'autres que fut réservé l'honneur d'entrer en vainqueurs dans les villes et villages de l'ex-*Reichsland*. Le combattant en

13. *La Frontière* est d'ailleurs le titre du principal journal républicain de Belfort à l'époque.

demi-teinte, parfois brutal, peu économe de la vie de ses hommes quand il s'agissait de délivrer de la présence de l'ennemi le sol de la patrie — mais il n'était pas le seul — s'est mué comme grand chancelier de la Légion d'honneur en un personnage « consensuel », profondément habité par ses fonctions, gardien des traditions de toute une nation. Passionné par sa tâche, il est — presque tout naturellement — mort en service, à deux pas du « reliquaire de la gloire », de ce musée qu'il avait créé.

Résumé

Le Général Augustin Dubail (1851-1934), grand chancelier de la Légion d'honneur

Créé par Napoléon Bonaparte le 19 mai 1802, l'Ordre de la Légion d'honneur a compris et comprend encore de nombreux membres alsaciens à titre militaire. Parmi eux, Augustin Dubail, né à Belfort, dans le seul arrondissement du Haut-Rhin resté en majorité français en 1871. Désireux de récupérer les « Provinces perdues », il choisit la carrière des armes et arrive jusqu'au grade de général de division, commandant de la 1^{re} armée en août 1914. Bien que battu à Sarrebourg, il est appelé par la suite au commandement d'un groupe d'armées, mais il s'enlise dans la guerre de positions et fait, pour finir, l'objet d'un « limogeage » avec les formes. Ses amis politiques radicaux lui ménagent alors deux portes de sortie successives : gouverneur militaire de Paris, puis grand chancelier de la Légion d'honneur. En quinze ans d'administration et de représentation, il s'implique beaucoup dans la politique commémorative – à l'occasion de la visite de prestigieux hôtes étrangers, des obsèques des principaux personnages de l'armée et de l'État, des inaugurations de monuments, et d'autres cérémonies extrêmement nombreuses. Dubail s'attache aussi à améliorer le fonctionnement de l'Ordre et de ses œuvres : instauration des décorations à titre posthume, réorganisation de l'enseignement dans les trois maisons d'éducation pour jeunes filles, création de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur. Dubail meurt à la tâche en 1934, à deux pas du « reliquaire de la gloire », le musée qu'il avait également créé.

Zusammenfassung

General Augustin Dubail, Großkanzler der Ehrenlegion

Der Orden der Ehrenlegion, gegründet von Napoleon Bonaparte am 19. Mai 1802, hatte und hat immer noch viele elsässische Träger im militärischen Bereich. Unter ihnen Augustin Dubail, geboren in Belfort, im einzigen oberelsässischen Kreis, der 1871 mehrheitlich französisch blieb. Gewillt, für die Zurückeroberung der „verlorenen Provinzen“ zu wirken, entschied er sich für die militärische Laufbahn und brachte es bis zum Divisionsgeneral, Befehlshaber der 1. Armee im August 1914. Obwohl bei Saarbürg geschlagen, wurde er zum Oberbefehlshaber einer Heeresgruppe. Er fuhr sich aber in einem Stellungskrieg fest und wurde

zuletzt in Ehren kaltgestellt. Seine politischen Freunde der Radikalen Partei ermöglichten ihm nacheinander zwei sanfte Abgänge: Militärgouverneur von Paris und schließlich Großkanzler der Ehrenlegion.

In fünfzehn Jahren Verwaltungs- und Repräsentationstätigkeit setzte er sich sehr für eine Politik des Gedenkens ein. Er war maßgeblich beteiligt an dem Empfang hochrangiger ausländischer Gäste, der Beisetzung der wichtigsten Persönlichkeiten von Staat und Armee, der Einweihung von Ehrenmalen und zahlreichen anderen Feierlichkeiten. Dubail bemühte sich auch, die Verwaltung des Ordens und deren Wohltätigkeitswerke zu verbessern: er führte die posthume Verleihung des Ordens ein; er reorganisierte den Schulbetrieb der drei Mädcheninternate, er gründete den Unterstützungsverein für die Träger des Ordens. Dubail starb bei der Arbeit 1934, kaum zwei Schritte entfernt von dem „Reliquienschrein des Ruhmes“, des Museums, das er ebenfalls gegründet hatte. (trad. R. S.).

Summary

General Augustin Dubail (1851-1934), chancellor of the Legion of Honour

Founded by Napoléon Bonaparte on May 19th, 1802, the Order of the Legion of Honour included many Alsatian members as soldiers, and still does nowadays. Among them Augustin Dubail, born in Belfort in the only Haut-Rhin district that had, for most of it, stayed French in 1871. He was eager to recuperate the «lost provinces» and consequently joined the armed forces, reaching the rank of major general of the 1st Army in August 1914. Although defeated at Sarrebourg, he was to be appointed head of an army group, but foundered in a positional warfare and was eventually dismissed in due form. His radical (socialist) friends offered him two successive honorable alternatives, first as military governor of Paris, then as chancellor of the Legion of Honour. During the 15-year period of administration and representation he got seriously involved in memorial celebrations such as the visits of prestigious foreign guests, funerals of high-ranking members of the army and of the state, inaugurations of monuments and innumerable other ceremonies. Dubail made it a point of honour to improve the functioning of the Order and of its charities: decorating people posthumously, reorganising the teaching in the three girls' institutions for the members of the Legion of Honour. Dubail died in 1934, at the peak of activity, close to the «Reliquary of glory» he had also been the founder of. (trad. P. B.).